

Le contexte de la lettre du 16 mai 2020 à Monsieur le Préfet

Nous sommes le Collectif des Sorins, un groupe d'hommes africains, reconnu par les services de la Préfecture de la Seine Saint Denis et la Mairie de Montreuil depuis 2011.

Depuis 2011, nous habitons officiellement (avec une convention) dans un foyer précaire que nous entretenons. Nous sommes des habitants paisibles du quartier Villiers-Barbusse et nous participons à sa sécurité comme à son animation. Nous entretenons de bonnes relations avec les Montreuillois qui savent que nous ne sommes pas des fainéants.

Parmi nous, certains ont des papiers, d'autres ont les documents nécessaires pour les obtenir selon la loi mais ils peinent à obtenir un rendez-vous à la préfecture. D'autres enfin, plus nombreux, n'ont pas la chance de travailler dans des conditions telles qu'elles leur permettraient d'obtenir ces documents.

Quelles que soient ces différences, nous sommes ensemble ici depuis au moins 10 ans, certains bien davantage. Nous sommes tous venus avec le projet de faire notre vie en France et avec la France.

Depuis 2011, nous sommes ainsi constitués en association et nous en remplissons chaque année les obligations. Même si notre vie est misérable, nous avons toujours payé nos charges, dont notre assurance, l'eau et l'électricité, de façon régulière. Cela montre notre sérieux, notre dignité.

La Mairie connaît nos noms et la Préfecture nos dossiers depuis 2012. Personne n'est caché dans notre collectif. Nous sommes toujours ensemble, sérieux et volontaires, mais rien n'a abouti et rien ne bouge.

Suite à notre précédent courrier au Préfet (le 8 mai 2019), nous avons été reçus le 24 juillet par les services du Secrétaire général de la Préfecture. Ils nous ont affirmé ne pas vouloir déroger à l'égalité de traitement des dossiers qu'ils reçoivent, y compris dans le mode de prise de rendez-vous.

Une seule ouverture dans les discussions : il nous a semblé qu'une liste annuelle officialisée par la ville pourrait être considérée comme un justificatif probant de présence sur le territoire.

Le Président de l'association du collectif des Sorins